



## **Le 24 septembre, pour une rentrée offensive**

La réforme des retraites semble effrayer de plus en plus le gouvernement. Face à la protestation qui monte, le pouvoir recycle le « grand débat ». Nous aurons donc une concertation « bis », toujours menée par Jean-Paul Delevoye, mais cette fois en tant que ministre... Pour l'instant, pas de vagues d'ici les municipales et on tente vaille que vaille de programmer la réforme juste avant la pause estivale. Si besoin avec un petit coup de force à l'Assemblée.

Mais personne n'est dupe. Le gouvernement compte bien allonger la durée de cotisation et donc, repousser l'âge légal de départ à la retraite. Il veut mettre un terme aux régimes « spéciaux » tant décriés et pourtant souvent issus de luttes et basés sur des rémunérations plus faibles. La grève des salariés de la RATP vient de le démontrer et doit être un point d'appui pour la mobilisation. En fait, la réforme Delevoye/Macron ne fera que des perdants : femmes, jeunes, salariés du privé comme du public (y compris les retraités actuels) verront la valeur du point fondre comme neige au soleil.

Du fait de carrières hachées, avec des périodes de non-emploi pas systématiquement indemnisées par Pôle Emploi, beaucoup de journalistes, en particulier ceux rémunérés à la pige, seraient parmi les premières victimes d'un système de cotisation « à points ».

En cette rentrée, de nombreux consœurs et confrères rejoignent d'ailleurs les cohortes de précaires suite aux plans de licenciements, souvent cachés derrière des « départs volontaires » ou une « ouverture de clause de cession » liée à un rachat.

L'année 2019 sera une véritable saignée pour les journalistes. Tout le monde est touché : audiovisuel public, presse quotidienne nationale, régionale, presse magazine, agences... Difficultés économiques, rachats, réorganisations, les raisons sont diverses mais tout sauf rassurantes.

Encore plus quand émergent de nouveaux acteurs qui ne respectent rien - ni la loi ni les salariés - et utilisent un effet de sidération. C'est ce que vivent en ce moment les salariés de Mondadori France, le groupe de presse magazine racheté en plein été par Reworld Media, dont l'objectif quasi avoué est de « virer » les journalistes.

Et que font les pouvoirs publics ? Pas de son, pas d'image. Comme si le modèle Reworld Media était « notre nouveau monde ». Il est sûrement plus facile de casser le système de distribution de la presse que de contraindre Mondadori et Reworld Media à respecter la loi.

En juillet, les 45 ans de la loi Cressard ont été l'occasion de rappeler que trop de patrons de médias s'affranchissent de ce texte, qui donne les mêmes droits aux journalistes employés à la pige qu'aux autres. Les photojournalistes sont particulièrement confrontés à des pratiques inacceptables, comme celle de se faire imposer des statuts illégaux pour contourner le salariat.

Le secteur de la presse marche sur la tête. Un secteur sur-subventionné - pour des motifs légitimes dans un pays démocratique - mais maintenant très majoritairement aux mains de quelques milliardaires. La bataille autour de l'indépendance du *Monde* met en avant une nouvelle fois la question de l'indépendance éditoriale des équipes rédactionnelles. Le SNJ-CGT apporte évidemment tout son soutien à la lutte des salariés du *Monde* ([lire leur tribune](#)). Nous exigeons surtout que la question de la propriété des médias soit enfin posée et appelons à une mobilisation pour leur réappropriation démocratique.

On peut également citer la [tribune](#), cosignée par le SNJ-CGT, des médias indépendants Factual.info et Radio Bip/Média 25, qui protestent contre la convocation en justice, après un placement en garde à vue, de deux collaborateurs de presse, en marge d'une manifestation des Gilets jaunes. « En vérité, cette procédure entamée pour violences réciproques par le parquet, dont il faut rappeler qu'il dépend du pouvoir exécutif, vise des collaborateurs de presse qui sont sur le terrain depuis le début des manifestations, décrivant les défilés, donnant la parole aux manifestants, témoignant tant des débordements que de l'emploi des forces de l'ordre », précise le texte de la tribune.

Le SNJ-CGT dénonce depuis le début des manifestations les intimidations et les violences policières à l'encontre des journalistes. Le SNJ-CGT s'est d'ailleurs associé à une plainte collective de journalistes, dont de nombreux photographes, victimes de violences et d'entraves à l'exercice de leur métier de la part des forces de l'ordre. Cette situation ne peut plus durer.

Le mardi 24 septembre nous devons montrer notre mécontentement et dire stop. Stop à cette dégradation considérable du métier de journaliste. Stop à la casse sociale. Stop à la volonté du gouvernement de liquider notre modèle social.

Faisons grève et manifestons le 24 septembre.

**Rendez-vous pour la manifestation parisienne :  
14 heures, croisement rue du Faubourg du Temple et place de la République**

**Montreuil, le 21 septembre 2019.**